

Les salariés des papeteries déboutés

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Carpentras a rendu sa décision hier matin. Il a débouté le comité d'entreprise (CE) des Papeteries de Malaucène, qui demandait la suspension du plan social présenté courant avril par la direction. Un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui prévoit la fermeture complète du site, avec 211 licenciements à la clé. Déçue, l'avocate du CE regrette que le juge ait « fondé sa décision sur des considérations juridiques, sans tenir compte de la réalité économique du groupe », l'Américain Schweitzer-Mauduit, maison mère des papeteries. Juliette Goldman conteste en effet la pertinence du motif économique avancé par la direction pour justifier le plan social. « C'est une société qui gagne de l'argent, dans un secteur en croissance », explique-t-elle, convaincue de l'irrégularité du PSE. « C'est un licenciement collectif dissimulé derrière un motif économique », ajoute M^e Goldman. Il ne lui reste plus qu'à attendre la notification des licenciements pour plaider cette irrégularité devant les prud'hommes. Du côté des salariés, la pilule a aussi du mal à passer. « On peut dire merci à M. le juge », ironise Jean-Marc Moulin, estimant que le magistrat « s'est porté complice de licenciements boursiers. Quand on voit les fluc-

tuations du titre Schweitzer-Mauduit, on ne peut qu'être convaincu qu'on est sacrifié sur l'autel de la rentabilité en bourse », déclare le délégué CGT du CE. Depuis l'annonce du PSE, le cours de l'action du groupe américain a bondi de 27 % à Wall Street. Désormais, le syndicaliste attend de voir la tournure des négociations qui devrait reprendre incessamment sous peu. « On n'a plus rien à perdre », prévient-il.

Sacrifiés sur l'autel de la rentabilité en bourse

Dans un communiqué publié à 17 heures, la direction des papeteries considère quant à elle que « cet épisode judiciaire, qui n'était pas [notre] souhait, est maintenant clos. » Elle entend par ailleurs « reprendre l'ensemble des contacts et négociations qui étaient engagés antérieurement », précisant que « des contacts avec le CE sont dès à présent engagés pour organiser la reprise du dialogue. » Jean-Marc Moulin déclarait hier « toujours attendre de leurs nouvelles »

G. D.

Une autre fermeture à Arles

■ À l'issue d'un comité d'entreprise, la direction des papeteries Étienne a annoncé hier son intention de fermer son usine d'Arles. Presque centenaire, l'établissement est spécialisé dans le papier d'emballage et le papier ondulé. Employant 115 salariés, il s'agit d'un des derniers sites industriels sur le territoire de la commune la plus étendue de France.

Selon la direction, la fermeture s'explique par l'érosion de ses marchés. Les chiffres qu'elle a fournis présentent une baisse de 20% de la demande de papier d'emballage en Espagne, son principal débouché, et de 15% en France. Les salariés des papeteries Étienne, filiale du groupe International Paper, ont déjà subi une semaine de chômage partiel en avril. Sept jours chômés qu'ils avaient accepté de décompter de leurs congés payés. Désormais, ils risquent de se retrouver au chômage total dès novembre prochain.

Du côté de la mairie, la nouvelle a été accueillie avec « incompréhension ». D'autant plus que « le groupe International Paper continue à réaliser des bénéfices, malgré la crise », affirme Hervé Schiavetti. Le maire d'Arles a déclaré qu'il « fera tout ce qui est en son pouvoir pour trouver des solutions permettant le maintien de l'activité des papeteries Étienne. » Il a demandé au préfet d'organiser une table ronde avec les représentants du personnel et la direction du groupe.